



Independent observer
of the Global Fund

DJIBOUTI VEUT PROROGER SA SUBVENTION CONTRE LE VIH

Djibouti cherche une prorogation qui devrait permettre de réorienter son assistance technique pour préparer sa proposition intégrée de lutte contre le VIH et la tuberculose.

La prorogation n'entraînant aucun coût de sa subvention de lutte contre le VIH. Le bénéficiaire principal à Djibouti, le PNUD, a déclaré qu'il utilisera les économies de 1,1 millions de dollars réalisées dans la subvention actuelle ([DJB-613-G05-H](#)) au titre du projet jusqu'à la fin de 2014, lorsque les fonds alloués dans le cadre du nouveau modèle de financement seront prêts au décaissement.

« Nous voulons nous assurer qu'aucune interruption ne surviendra entre mai et décembre pour éviter un déficit de financement », confirme Nicole F. Kouassi, ex-représentante résidente adjointe du PNUD à Djibouti. « La prorogation vise à assurer la continuité des services. »

L'allocation de Djibouti annoncée en mars dans le cadre du nouveau modèle de financement, équivaut à 20 millions de dollars américains. La répartition entre les trois maladies n'a pas encore été confirmée par l'Instance de coordination nationale mais a été prévue par le Secrétariat du Fonds mondial de cette manière : 7 millions destinés à la lutte contre le VIH/sida, 6 millions à la lutte contre la tuberculose et les autres 7 millions à la lutte contre le paludisme.

Le Fonds mondial demande à Djibouti, l'un des 38 pays avec un taux de comorbidité VIH/tuberculose éligibles aux financements du Fonds mondial, de présenter une proposition conjointe de lutte contre les deux maladies et de lier les subventions de lutte contre le VIH et la tuberculose pour mieux les combattre. Cette proposition conjointe devrait être prête d'ici octobre, selon le PNUD. En réponse à un taux de prévalence du VIH estimé à 1.4%, le montant convenu dans le cadre du modèle transitoire de financement pour éviter toute interruption de service dans l'actuelle subvention de lutte contre le VIH s'élève à 4,5 millions de dollars.

Petit pays situé à la pointe de la Corne de l'Afrique, Djibouti éprouve des difficultés pour développer la capacité technique nécessaire pour développer des propositions qui satisfont les conditions strictes du Fonds mondial, explique Angela A. De Tommasi, Coordonnatrice du projet du PNUD. « Djibouti est un petit pays, dit-elle. Nous n'avons qu'un nombre limité d'experts. »

Même si l'échéancier pour la soumission des propositions doit être déterminé par le pays lui-même, Angela De Tommasi exprime son inquiétude par rapport aux délais serrés pour répondre à l'exigence par le Fonds mondial d'un dialogue national avec des représentants de toutes les parties prenantes, incluant la société civile, ainsi que l'inclusion de données fiables pour documenter les diverses activités prévues dans les propositions.

Le PNUD mettra probablement à profit sa vaste expérience en tant que récipiendaire principal et partenaire technique du Fonds mondial pour aider Djibouti à développer sa note conceptuelle. Selon les informations obtenues par Aidsplan, le Fonds mondial fera appel à d'autres partenaires techniques, incluant l'Initiative 5% de la France, pour soutenir Djibouti dans la préparation de sa candidature dans le cadre du nouveau modèle de financement.

Le PNUD est le récipiendaire principal pour le VIH et la tuberculose à Djibouti depuis 2013, à la suite d'une [enquête sur des allégations de fraude](#) (PDF – 4.7 Mo – en anglais) par le Bureau de l'Inspecteur général. Depuis ce temps, l'aide du Fonds mondial est limitée aux services essentiels et des garanties spéciales ont été imposées aux subventions existantes pour limiter les risques financiers.

[Read More](#)
